

# Après- demain

N° 46 (NF) — Avril 2018 — Le numéro : 9 €

## LA CULTURE

**JEAN-MICHEL DJIAN**

Aux arts citoyens !

**INTERVIEW DE ROBIN RENUCCI**

La fonction sociale de l'artiste

**BRUNO ORY-LAVOLLÉE**

Le ministre de la Culture à l'heure du numérique

**CHRISTOPHE GIRARD**

La responsabilité des élus

**ÉRIC MONIOT**

Industries audiovisuelles et accès démocratique à l'art et la création

**ANITA WEBER**

L'éducation artistique et culturelle : encore et toujours ?

**ANNE-MARIE AUTISSIER**

Le *boom* festivalier : un authentique phénomène culturel

**BERNARD POIGNANT**

Identité et culture, même combat ?

**DIDIER LE BRET**

Les mutations de la diplomatie culturelle sous la V<sup>e</sup> République

**MICHEL CANTAL-DUPART**

Les grands travaux présidentiels suite ou fin ?

**MARIE CORNU**

Les mutations du droit d'auteur au XXI<sup>e</sup> siècle

**OLIVIER L'HOSTIS**

Les librairies en danger de mort ?

**ÉRIC FAVEY**

Les associations et les politiques locales et nationales

**JEAN-FRANÇOIS CHOUGNET**

De quoi le musée est-il le nom ?

**JACQUES BLANC**

L'art change parce que le réel a changé

**GUY AVIZOU**

La Cité internationale de la tapisserie et de l'art tissé d'Aubusson

**FRANÇOIS COLCOMBET**

Cinéma en France profonde

Directrice de publication : Catherine Wihtol de Wenden  
Rédaction, administration : BP 50 019 - 75721 Paris Cedex 15

Non vendu dans les kiosques

ISSN 0003-7176

[www.fondation-seligmann.org](http://www.fondation-seligmann.org)

Renseignements en dernière page

**Prochain numéro :  
LES OUTRE-MER**

Didier Le Bret

*Ancien ambassadeur*

## LES MUTATIONS VISIBLES ET INVISIBLES DE LA DIPLOMATIE CULTURELLE DE LA FRANCE SOUS LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Pour séparer le bon grain culturel de l'ivraie diplomatique et saisir les enjeux qui s'y nichent, il nous faut remonter le fil d'une histoire très française.

Le 6 mars 1714, le traité de Rastatt met fin à la guerre de Succession d'Espagne. Mais ce que l'histoire retiendra surtout de cet accord c'est que pour la première fois un traité international est rédigé en français. Mieux, il consacre le français comme langue de la diplomatie. Sous Louis XIV, nul ministre de la Culture, ni même de Secrétaire d'État à la Francophonie ou à l'action culturelle extérieure. La France est à son apogée, son roi éclaire le monde. Le rayonnement de notre langue et de notre culture va de soi : il est la conséquence de la puissance. Les Tzars de toutes les Russies correspondent en français avec Voltaire et nul ne peut prétendre faire partie de l'élite européenne s'il n'en maîtrise la langue de la diplomatie et des échanges.

L'universalité du français sera portée plus loin et plus haut par deux vagues successives : la révolution française et la révolution industrielle. Associée au régime des libertés, aux réformes libérales, notre langue devient une arme au service de l'émancipation des peuples, elle gagne en force, en vigueur, elle se fait étendard. Avec la révolution industrielle, au XIX<sup>e</sup> siècle, le progrès et la science parlent désormais français. Les plus illustres de nos savants voient leurs patronymes à ce point associés à leurs découvertes, qu'ils passent à la postérité en tant que marques, brevets ou noms communs : Pasteur pour la vaccination, Ampère pour la lumière, Daguerre pour la photographie, Becquerel pour la radioactivité, Foucault pour son pendule...

Deux guerres mondiales plus tard, la France est au plus bas. Il nous faut l'aide des Américains pour reprendre pied et la solidarité européenne pour tourner le dos aux vieux démons du nationalisme et du repli sur soi. La puissance n'est plus qu'une nostalgie.

Ces grands bouleversements, dans une histoire jusque-là relativement linéaire, nous contraignent. Pour ne pas subir, il nous faut agir. À défaut d'être un acteur économique de premier rang, la France existera par le rayonnement de sa culture et de sa langue. À chacun des spasmes du vaste chambardement planétaire, la culture sera notre bouée de sauvetage, la francophonie notre nouvel horizon. Cette stratégie a un pilote : l'État. Une ambition : maintenir notre rang dans le concert des nations. Des moyens : un réseau diplomatique et culturel unique, universel et totalement dédié à la cause.

Las, les vents sont contraires : la marginalisation des États au profit de nouveaux acteurs s'accélère, le tsunami numérique rend obsolète les réseaux traditionnels. Pour notre pays, face à ces mutations, que nous vivons comme un ultime déclassement, la diplomatie culturelle sera l'un des éléments de la reconquête.

**Entre l'ambition et la réalité, entre la puissance impossible et l'influence rêvée, que s'est-il vraiment passé ? Quelles sont aujourd'hui les forces en présence ? Quelles sont les chances de notre pays ?**

À en croire le site du ministère des Affaires étrangères et de son bras armé culturel, l'Institut Français, l'ambition affichée est bien là. Le site du Quai mentionne toujours une rubrique « diplomatie culturelle », et l'opérateur chargé de cette même politique l'assume dès les premières pages d'accueil du site : « Dans le cadre de la politique et des orientations arrêtées par l'État », il est chargé de « porter une ambition renouvelée pour la diplomatie d'influence. Il doit contribuer au rayonnement de la France à l'étranger (...). Il est un outil d'influence et de coopération, et un pôle d'expertise et de conseil. »

Une ambition forte. Mais qu'en est-il des moyens ? À en juger par les données chiffrées du Quai d'Orsay, nous disposons toujours d'un des plus vastes réseaux culturels au monde : 154 services de coopération et d'action culturelle, 124 Instituts français pour un total de 6 000 agents. Si l'on ajoute les 363 Alliances françaises conventionnées (sur un total de quelque 800 Alliances françaises dans le monde) et les 495 établissements scolaires à programmes français (les lycées français), ce réseau semble conforme à la vocation universelle que nous souhaitons donner à notre rayonnement culturel. Le coût total de l'ensemble de ces opérations s'élève à près de 750 millions d'euros par an. Pour être complet, il faudrait également ajouter un opérateur de poids en matière d'influence : France Médias Monde, dont les marques sont bien connues en dehors de nos frontières avec notamment RFI et France 24. Le ministère de la Culture leur alloue 150 millions d'euros chaque année.

**L'arrêt sur image en impose, mais dans la durée le film comporte sa part d'ombres...**

#### **Le budget tout d'abord.**

La part relative des crédits alloués à l'action culturelle extérieure au sein du budget des affaires étrangères a fondu comme neige au soleil, passant de 50 % dans les années 60 à 25 % au cours des deux dernières décennies (11 % en réalité, hors budget de l'AEFE). La diplomatie d'influence, du moins dans sa composante culturelle, a systématiquement été la variable d'ajustement de nos déficits. Hors établissements scolaires, les fonds réellement consacrés à l'action culturelle extérieure passent ainsi de plus de 100 millions d'euros dans les années 90 à moins de 50 aujourd'hui. Même trajectoire pour les personnels : 3 000 agents à la fin des années 70 ; moins de 1 600 aujourd'hui, soit une évaporation de près de 50 % des effectifs.

#### **Les réformes ensuite.**

Contrairement aux idées reçues, le Quai d'Orsay est l'unique et le dernier bastion de l'État où la révolution est quasi-permanente. La diplomatie culturelle est en constante mutation, au gré des changements de périmètres, des nouveaux organigrammes et des déménagements. En un petit quart de siècle, les successeurs de Giraudoux auront dû faire quatre fois leurs cartons : après le Quai d'Orsay, la rue Lapérouse, puis le boulevard Saint-Germain, enfin la Convention.

Jusqu'à la fusion du ministère de la Coopération avec le Quai d'Orsay, l'action culturelle extérieure était une direction générale forte et clairement identifiée : la direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques. L'intitulé était, certes, un

peu long, il avait néanmoins le mérite de la précision. Exit donc la DGRCSST. Avec la fusion-acquisition de la « rue Monsieur » en 1998, les diplomates créent une toute nouvelle administration : la direction générale de la Coopération internationale et du Développement (DGCID). « Développeurs » et « cultureux » vont devoir apprendre à cohabiter. Mais la greffe, en réalité ne prendra pas. Jugés plus sérieux, les enjeux du développement s'imposeront progressivement à l'agenda politique. Rares sont les sujets culturels qui remontent jusqu'au ministre.

Avec la création de la direction générale de la Mondialisation, qui succède en 2008 à la DGCID, on plante les derniers clous dans le cercueil de la direction culturelle. Aujourd'hui, il n'en reste presque rien, l'essentiel ayant été transféré aux opérateurs, notamment à l'Institut Français. Des grandes directions des années 90 (action culturelle, audiovisuel extérieur...), il ne subsiste que de maigres sous-directions, dépourvues de moyens...

Enfin, parallèlement à l'émancipation des opérateurs, l'action culturelle extérieure semble vouée à l'effacement progressif face aux nouveaux enjeux qui restructurent en profondeur les paramètres du « *soft-power* ». Bien loin de se mesurer à la seule aune des tournées mondiales de nos meilleures formations artistiques, la compétition internationale pour l'influence se joue désormais davantage sur le terrain des industries culturelles (le livre, le cinéma, les programmes audiovisuels, le marché de l'art...), et plus encore sur internet et les réseaux sociaux.

L'attractivité de notre pays devient à juste titre une grande cause nationale sous Laurent Fabius. Tous les secteurs sont mobilisés : l'hôtellerie, la restauration, les transports, nos salons, nos universités... C'est au Quai d'Orsay que se discute la ligne directe du RER qui doit enfin relier sans arrêt Roissy – Charles de Gaulle au centre de Paris ! Notre politique des bourses est un des éléments de l'attractivité de notre pays, mais d'autres facteurs tout aussi puissants y contribuent : l'image globale de notre pays, sa capacité à innover, notre art de vivre, le regard que nous donnons à voir de nous-mêmes à travers nos propres médias, nos talents. La projection dans le vaste monde de notre langue et de notre culture tend ainsi à se banaliser pour ne plus apparaître que comme l'une des multiples strates d'un épais mille-feuille, certaines ne dépendant d'ailleurs que de loin d'acteurs publics.

#### **La volonté politique enfin.**

En France toute politique publique sérieuse s'incarne. Sous de Gaulle, en 1959, le premier ministère des Affaires culturelles fut confié à André Malraux, qui avait pour mission dès 1958, comme ministre dé-

légé à la présidence du Conseil, en charge de l'Information, « l'expansion et le rayonnement de la Culture française ». La culture sous François Mitterrand eut pour nom Jack Lang. On se souvient également d'Alain Decaux, ministre délégué en charge de la Francophonie. Mais qui se souvient des derniers titulaires de l'action culturelle extérieure ? Car il faut un effort de mémoire et remonter loin dans le temps pour en retrouver la trace : Thierry de Beaucé, Secrétaire d'État chargé des relations culturelles internationales, puis, Catherine Tasca, Secrétaire d'État chargée de la Francophonie et des Relations culturelles extérieures, en furent les derniers titulaires en titre. Nous sommes fin des années 80. Depuis mars 1993, la diplomatie culturelle n'apparaît plus au frontispice d'aucun ministère délégué ou même secrétariat d'État. Elle se fonde désormais dans la masse globale de notre politique de développement et/ou de coopération. Elle réapparaît parfois timidement, mais toujours sur un mode furtif, pour ne pas dire invisible, sous l'intitulé Francophonie. Rien sous l'actuel gouvernement, ce qui sans surprise entraîne de facto sa quasi-disparition sur les écrans radars politiques.

Le champ politique de la diplomatie culturelle étant déserté, les « opérateurs » vont donc logiquement proliférer et occuper tout le terrain. Pour le compte du Quai d'Orsay, ce ne sont pas moins de douze EPA ou EPIC qui sous-traitent aujourd'hui le « *soft-power* à la française ». Les autres domaines de l'influence internationale, hors champ culturel, ne sont pas en reste : trois opérateurs pour l'aide au développement et deux agences pour notre diplomatie économique, fruit d'une rationalisation voulue par Laurent Fabius.

Au total, cette lente et inexorable érosion de nos moyens, la marginalisation progressive de l'action culturelle dans le portefeuille du « *soft-power* », enfin, la faible appétence politique pour la défense de notre langue, conduisent nombre d'observateurs, y compris étrangers, à s'interroger sur ce qui s'apparente au mieux à de l'aveuglement.

#### **De ce qui précède on peut tirer plusieurs conclusions.**

Dans la bataille de l'influence, la France dispose d'atouts majeurs. Pays de tradition universelle, depuis la Renaissance, puis les Lumières, et enfin, la Révolution, nous nous pensons et nous projetons à l'échelle du monde. Cet état d'esprit, qui est un legs de l'histoire, est la condition préalable à toute entreprise de conquête : la lutte pour l'influence en est une. Nombreux sont les pays et les peuples qui y ont renoncé et qui ne visent que leur propre survie.

Comme la dissuasion nucléaire, le rayonnement culturel est un patrimoine qui nécessite d'être en permanence entretenu et conforté. Quand la compétition fait rage, il y faut du talent, des moyens et de l'ambition. Nous avons les talents, les moyens font malheureusement défaut, mais ce qui manque par-dessus tout c'est l'ambition. Nous l'avons vu, l'action culturelle extérieure de notre pays est sortie depuis trop longtemps du champ politique pour ne plus demeurer qu'une affaire d'experts et de spécialistes. Elle doit redevenir une grande cause nationale.

#### **Pour sortir de cette torpeur, enfin, nous devons sans tarder saisir plusieurs opportunités.**

##### **La première a pour nom : Francophonie.**

On ne compte plus le nombre de rapports qui tous parviennent aux mêmes conclusions : nous avons de l'or dans les mains, mais nous feignons de l'ignorer. Quand la démographie vole à notre secours, avec potentiellement 770 millions de francophones à l'horizon 2050, principalement en Afrique, nous regardons ailleurs. Pire, pour faire citoyens du monde, nous tournons le dos à notre histoire et à notre langue. Nous paraissions être les seuls à ignorer la puissance du lien entre locuteurs d'une même langue. Comme le rappelle Jacques Attali dans son récent rapport sur la Francophonie, deux pays partageant des liens linguistiques tendent à échanger environ 65 % plus que s'ils n'en avaient pas. Investissons dans l'avenir : donnons une chance à ce fantastique espace de croissance et de jeunesse ; soyons ambitieux et généreux, organisons, par exemple la mobilité en son sein, comme nous avons su le faire en Europe ; et faisons mieux qu'entre Européens en organisant de vrais parcours étudiants et de recherche entre les 845 institutions universitaires membres de l'AUF.

#### **Nous devons également mutualiser nos efforts et forger un partenariat global.**

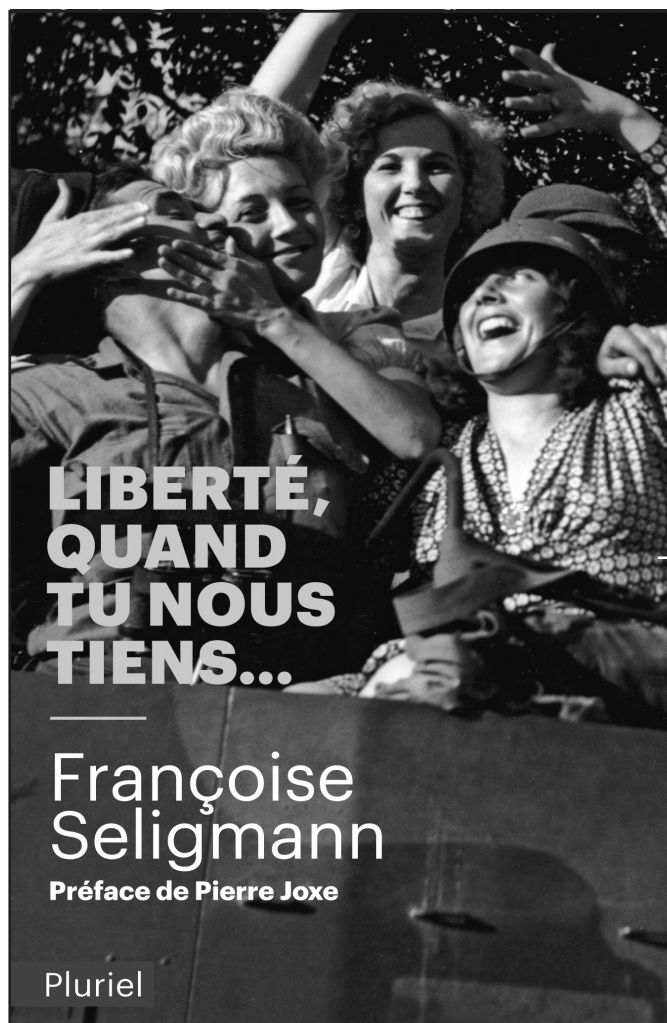
L'État n'est plus en capacité de porter seul la voix, et plus encore, les images multiples de la France. Il est peut-être même aujourd'hui le plus mal placé. L'influence se joue sur internet, les réseaux sociaux, et par construction, l'État n'y est pas (ou insuffisamment ou maladroitement). L'influence, pour être efficace, ne peut plus se contenter des canaux traditionnels. Les instituts et nos établissements scolaires ont une mission cardinale, mais pour coller davantage aux attentes et les faire fructifier, il nous faut diversifier notre approche et nouer une alliance avec d'autres acteurs du « *soft power* » : l'édition, le cinéma, les jeux vidéo, la musique, le design, l'architecture, bref, l'ensemble des industries culturelles, où la France dispose de champions ; mais aussi les fournisseurs d'accès à internet, les câblo-opérateurs, les

bouquets satellitaires ; sans oublier bien sûr l'art de vivre français, qui comprend l'industrie du luxe, mais aussi la gastronomie, l'hôtellerie. Il faut mettre au crédit de Laurent Fabius d'avoir impulsé durant son mandat à la tête du Quai d'Orsay cette dynamique d'un partenariat global. Il reste désormais à l'intensifier et à l'inscrire dans la durée.

### Il nous faut enfin mettre de la cohérence dans notre discours.

Au-delà de la stricte défense de nos intérêts, nous devons assumer pleinement le destin singulier de notre pays. Cela tient en peu de mots : expérimenter, inventer, oser, surprendre, ne jamais se résigner. Bref, ne pas laisser croire que ce qui a toujours été sera. Dans le champ des idées, des représentations, des identités, nous avons porté un combat bien plus grand que celui de la seule défense de notre langue et de notre culture. En 2005, de haute lutte, la culture échappe aux griffes de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'UNESCO affirme le principe intangible

de la diversité culturelle. Un instrument juridiquement contraignant, une convention, en fixe le cadre. Face au risque d'aplatissement du monde, la France prend alors la tête d'une vaste coalition d'États, mais aussi d'artistes, d'intellectuels, de simples citoyens, pour préserver ce qui est à l'origine même de la vie des hommes : leur diversité, qu'il s'agisse des patrimoines en danger (nos langues, nos cultures), mais aussi et surtout, de leur créativité, dont le fondement même est la circulation, l'échange, l'hybridation. Ce combat contre l'hégémonie, les monopoles, est un combat très français. Il consiste à opposer au droit du plus fort la régulation, à s'opposer à la pire des violences faites aux hommes, qui consiste à les priver du droit de se penser, de se représenter, bref, d'exister. Mettre de la cohérence dans notre discours sur la diplomatie culturelle de la France, cela revient au fond à mettre nos moyens, nos talents, au service d'une cause qui ne se limite pas à nos seuls intérêts. C'est renouer avec le meilleur de l'esprit frondeur et révolutionnaire de notre nation. ●



### LIBERTÉ, QUAND TU NOUS TIENS...

Françoise Seligmann

Résistante, journaliste, sénateur, Françoise Seligmann fut une femme d'action. Sa vie, depuis la Libération jusqu'aux instances de la direction du PS et de la Ligue des droits de l'homme, a été placée sous le signe de la solidarité.

Dans une France occupée, elle nous raconte un quotidien tissé de mille actes accomplis par des héros modestes, trop rarement évoqués, l'angoisse de la clandestinité, la tragédie d'une rafle à Marseille, la question, lancinante, de la résistance à la torture, mais aussi l'euphorie de la Libération de Paris, les déceptions devant le retour des collaborateurs, etc. Au détour du récit, on croise aussi bien André Malraux ou Albert Camus que l'abbé Pierre, Helena Rubinstein, François Mitterrand ou Pierre Mendès France.

Cette autobiographie d'une authentique militante constitue un vibrant hommage à l'engagement individuel au sein de causes collectives.

Présidente d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, **Françoise Seligmann** a créé en 2006 une fondation qui porte son nom pour combattre les sources du racisme et du communautarisme.

Pluriel